

## **MIGRATIONS ET EMPLOI DANS LE BATIMENT A BOGOTA.**

### **Premières données d'une recherche en cours**

---

Thierry Lulle(1)

Ce texte se présente comme un document de travail rédigé à l'issue de la première phase d'un programme de recherche intitulé: "Le rôle de l'emploi dans les stratégies d'insertion urbaine des migrants: le cas des travailleurs du bâtiment en Colombie"(2). Cette première phase a principalement consisté à faire un repérage de la littérature existante sur cette question et sur ses incidentes (les migrations, les politiques d'emploi et urbaines, le secteur du bâtiment et les caractéristiques de ses travailleurs) ainsi que des diverses données statistiques relatives à ces mêmes objets.

Si la justification du projet, conçu hors de Colombie avec peu de données récentes et dans une perspective comparative avec d'autres pays latino-américains (Brésil et Chili), s'est trouvée confortée au cours de ce repérage, un réajustement dans le choix du terrain s'est rapidement imposé. Il avait été envisagé de se pencher sur le cas de Cali (la troisième ville du pays), considérant que les arrivées de migrants y étaient toujours très nombreuses et qu'en outre elle avait été moins étudiée que la capitale. Or, même si la crise qui a récemment affecté le secteur du bâtiment dans la plupart des villes colombiennes, a été moins forte à Cali qu'à Bogota, les migrants travailleurs du bâtiment y sont proportionnellement bien moins nombreux; de plus, le fait même que la capitale soit en train de connaître un net ralentissement de son activité constructrice constituait une conjoncture particulièrement intéressante pour l'observation des forts probables changements de stratégies opérés par les employeurs de ce secteur d'activité et par les migrants dans leur recherche d'emploi.

Si nous n'avons remarqué pratiquement aucune étude, récente ou ancienne, qui soit directement liée à notre propre problématique, de nombreux travaux ont été réalisés dans les champs incidents déjà évoqués: les migrations, les politiques urbaines et d'emploi qui ont pu être mises en oeuvre face à l'arrivée massive des migrants, le secteur de la construction, son économie et ses travailleurs.

La question des migrations a surtout été traitée durant les années 1960 et 1970, simultanément et conséquemment aux diverses dynamiques migratoires vers les villes dont celles, très fortes, vers la capitale, à partir des recensements du DANE (Département Administratif National de Statistiques) et d'enquêtes plus ponctuelles (3); beaucoup moins depuis, si ce n'est par le biais d'une

problématique qui s'est largement développée récemment, celle de la pauvreté(4). Quant au secteur du bâtiment, il fait depuis plusieurs années régulièrement l'objet d'analyses s'appuyant également sur les diverses enquêtes statistiques du DANE ou bien de la CAMACOL (Chambre de la Construction Colombienne) et d'autres institutions liées au bâtiment et au foncier comme le CENAC (Centre National d'Etudes de la Construction) ou la FEDELONJAS (Fédération Colombienne des Agences Immobilières), mises à jour très fréquemment.

Nous venons de voir que ces différents travaux se réfèrent à une source commune: les recensements du DANE opérés en 1951, 1964, 1973, 1985. Bien qu'il y ait eu antérieurement d'autres recensements, ceux-ci deviennent plus complets et plus fiables à partir de 1951. A la fois pour cette même raison et pour des données historiques générales et spécifiques, les récentes analyses du secteur du bâtiment le considèrent également à partir du début des années 1950. En effet peuvent ainsi être mieux mises en évidence les causes et la nature des mesures prises en 1972 par l'Etat pour répondre à l'afflux massif des migrants en ville apparu très tôt mais renforcé dans les dernières décennies.

Cette nouvelle politique urbaine, renvoyant à une nouvelle politique économique, (re)structurait les conditions de production et d'accès au logement de manière à pouvoir à la fois offrir plus de logements et, en développant ainsi l'activité du secteur du bâtiment, plus d'emplois aux nouveaux citoyens. Depuis, les migrations ont diminué et changé, le secteur du bâtiment a connu tantôt une expansion sans précédant tantôt des crises (les mesures économiques et urbanistiques de 1972 s'avérant insuffisantes, de nouveaux acteurs, les narco-trafiquants, jouant un rôle important dans le marché immobilier, etc.); mais l'intime relation entre l'absorption des migrants et les tendances du bâtiment n'a cessé d'opérer sans pour autant avoir été analysée de près, comme nous nous le proposons dans cette étude.

C'est donc une présentation générale du cadre dans lequel se situe la relation qui est faite ici. Dans la mesure où l'inscription conjuguée des analyses des flux migratoires et de l'activité du bâtiment dans une perspective historique est un apport précieux dans la compréhension de l'état présent de notre objet, nous réutiliserons cette même séquence 1950-1985, elle-même périodisée par décennie.

Après une évocation des dynamiques migratoires en Colombie et à Bogota, nous chercherons à caractériser les générations successives de migrants, en nous référant aux divers travaux qui ont porté sur cette question. Toutefois les portraits qui s'en dégagent abordent beaucoup plus l'origine des migrants et leur itinéraire antérieur que leurs modes d'insertion en ville qui ne seront donc vus qu'allusivement. Nous verrons ensuite les mesures prises par l'Etat face à ce phénomène et l'évolution du secteur du bâtiment. Enfin, nous présenterons les données (5) dont nous disposons actuellement au sujet des travailleurs de ce secteur, même si elles ne nous permettent pas de distinguer celles qui sont propres aux migrants (selon les périodes analysées, différentes interprétations ont

été faites au sujet du statut socio-professionnel défavorisé ou non du migrant par rapport aux natifs).

### 1. Les flux migratoires vers Bogota

Tout au long des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, les dynamiques migratoires ont été multiples dans le pays. On énumérera les principales dans l'ordre chronologique: la "colonisation" de la région d'Antioquia; les départs du secteur rural occidental en crise vers l'est et la côte atlantique; les migrations vers la zone caféière, vers les villes s'industrialisant; les départs des régions rurales fortement atteintes par la "Violencia" (1948-1953) puis par les guerrillas ou par la restructuration du marché agricole affaiblissant les petits propriétaires, qui se sont faits d'abord vers les grands centres urbains puis plus récemment vers les moyens et petits; les retours vers les zones rurales; les flux inter-ruraux saisonniers, etc. Les migrations vers les pays voisins, notamment le Vénézuéla, ont également été importantes. D'une manière générale, on peut dire que le fort accroissement de la population urbaine qui a eu lieu durant ce siècle (de 30% en 1938 elle serait passée à 70% en 1990) est en grande partie due à l'arrivée des migrants (6).

Ce fut notamment le cas de Bogota (dont l'accroissement net de la population n'a commencé à devenir supérieur à celui des autres villes qu'à partir de 1948), où les migrations s'étaient déjà manifestées depuis la fin des années 1910. En 1951, 58.4% des habitants de la capitale étaient nés en dehors, venant principalement des départements de Cundinamarca (au coeur duquel se trouve Bogota) et de Boyaca (aux limites nord-est du précédent).

Entre 1951 et 1964, période durant laquelle le taux de croissance annuel de population a été le plus élevé (7.1%), la part revenant à l'afflux de migrants n'est pas précisément connue mais semble avoir été importante.

Entre 1964 et 1973, alors que le taux de croissance annuel commençait à diminuer (5.8%), le taux annuel moyen d'immigration a probablement baissé. Plus récemment, entre 1973 et 1985, le taux de croissance annuel a continué de diminuer (3.3%), ce qui était dû à une baisse du taux de natalité mais aussi des flux migratoires qui avaient alors un impact, en termes relatifs, plus modéré face à une population devenue importante (4.200.000 habitants en 1985, probablement autour de 5 millions en 1990) et à une ville qui présentait des signes de saturation. Néanmoins, 12.6% de la population actuelle (autour de 625.000 habitants) est constituée de migrants arrivés il y a moins de 5 ans, ce qui est loin d'être négligeable.

Si les travaux portant sur ce phénomène ont surtout été produits durant les années 1960 et 1970 (beaucoup moins auparavant et durant la dernière décennie), il est toutefois possible de dresser un portrait de chaque génération de migrants qui se sont succédées depuis le tout début des années 1950. Mais plus

difficilement, comme nous l'avons remarqué plus haut, des conditions de leur insertion professionnelle et sociale. Signalons également chez quelques auteurs une discussion sur la définition-même du migrant qui intègre certes le lieu de naissance mais aussi le temps de résidence dans la ville où habite l'enquêté. Cette donnée permet de distinguer le migrant récent (1 à 5 ans de résidence) du migrant ancien (au-delà de 5 ans).

A partir du milieu du siècle, Bogota connaît une forte industrialisation (favorisée par l'offre de facilités administratives) mais diversifiée et peu spécialisée. Transformation propre à l'ensemble du pays qui, pour parler schématiquement, passe d'une économie mono-exportatrice et quasi "féodale" à une économie industrielle (certes cette industrialisation était déjà apparue antérieurement notamment en Antioquia, mais elle prend à partir de ce moment-là une nouvelle ampleur). Afflue alors une main d'oeuvre nombreuse et le plus souvent non qualifiée. Bien que les salaires y soient faibles et les conditions de vie mauvaises, les migrants, constitués en majorité par de jeunes ruraux et un peu plus par des femmes que par des hommes, voient dans ce départ vers la capitale le moyen d'obtenir de meilleures rémunérations.

Mais d'autres raisons, plus ou moins conjoncturelles, ont été invoquées pour expliquer ces départs (7). D'abord celle des effets de la "Violencia", une guerre civile entre conservateurs et libéraux qui dura principalement entre 1948 et 1953, fit plus de 150.000 morts et s'est fortement manifestée en milieu rural. Ensuite le fait que les hommes devant quitter la campagne pour faire leur service militaire en ville avaient ainsi l'occasion d'y poursuivre leur séjour. D'autre part, selon C.Torres, les femmes pouvaient prétexter, lorsqu'elles étaient enceintes, de trouver en ville de meilleures conditions d'hygiène pour accoucher ou bien, lorsque plus précisément elles étaient mères célibataires, voir là le moyen d'échapper à la censure sociale de leur communauté d'origine. Enfin, l'attrait de la grande ville.

A ce moment-là, le niveau de vie des migrants semblant avoir été inférieur à celui du reste de la population, ils consommaient moins (logement, alimentation, vêtements, etc.).

Durant les années 1960, davantage d'informations statistiques ont été recueillies et traitées (8). Ainsi il a été constaté que la majorité des migrants (58%) proviennent toujours des mêmes départements de Cundinamarca et de Boyaca, plus de la campagne que d'autres villes (comme cela se passait dans les autres pôles urbains d'immigrations) et qu'ils arrivent directement à Bogota sans étape intermédiaire. Les femmes ont davantage que les hommes une origine rurale. Les migrants sont jeunes, la moitié d'entre eux ayant entre 15 et 24 ans, un tiers des femmes ayant moins de 15 ans. Les hommes arrivent plus souvent seuls que les femmes. Ceux qui viennent directement de la campagne, la majorité donc, sont issus de strates basses et ont un niveau éducatif plus faible que celui des natifs de Bogota.

Leur motivation principale est la recherche d'un emploi mais parfois aussi une formation. Leur arrivée en ville a pu être liée à la mise en oeuvre d'une politique de revalorisation du milieu rural qui a eu des effets contraires à ceux attendus: les petits propriétaires ont été victimes des restructurations commerciale et foncière opérées par les gros propriétaires et n'ont eu comme issue que de venir en ville. Toutefois, les départs sont encore souvent dûs aux guerrillas rurales, au service militaire pour les hommes, à la recherche d'un milieu plus épanouissant pour les femmes. D'une manière générale, on migre plus par décision personnelle que par pression familiale.

Une fois à Bogota, la majorité des migrants (74%, chiffre de 1964), qui eux-mêmes proviennent, nous l'avons vu, de milieux ruraux défavorisés (davantage d'ailleurs que durant les décennies précédentes), ont un statut socio-professionnel inférieur à celui des natifs. Néanmoins, si une enquête faite en 1968 sur un échantillon réduit (875 hommes mariés de 20 à 50 ans) montre que les possibilités de mobilité leur étaient effectivement limitées, il y est souligné que celles qui étaient offertes aux natifs de strates basses n'étaient pas beaucoup plus larges (9).

Une autre enquête, faite à partir du recensement de 1964, est un peu plus précise (10). Elle montre qu'une forte majorité (82%) des migrants récents (depuis moins de 5 ans) travaillaient dans des entreprises de moins de 20 employés (ce qui était le cas pour 67% des natifs). Et que le secteur de la construction (11) offrait très peu de mobilité ascensionnelle (mais cela tant pour les migrants que pour les natifs), plutôt une stabilité voire un déclin, sans que ce soit son exclusivité (les transports et les services également).

Les études menées durant les années 1970 mettent en évidence que les différences de statut professionnel et de conditions de vie entre migrants et natifs de Bogota se sont estompées: une enquête réalisée en 1978 montre même que les premiers tendaient à gagner plus (12). D'autre part, ils ne se destinaient pas nécessairement vers le secteur informel et n'avaient pas plus de difficultés à trouver un emploi que les natifs. Enfin, ils n'habitaient pas des quartiers différents. Pour expliquer cette mise à niveau, a été invoquée la plus grande "motivation" dont pouvaient être armés les migrants, hypothèse déjà formulée par ailleurs (13) à partir de données recueillies en 1973. Mais à nouveau sont distingués ceux qui proviennent d'autres villes de ceux qui sont des ruraux.

On trouve moins de travaux sur la période actuelle. Mais ils recourent ou complètent les commentaires oraux des chercheurs et des planificateurs que nous avons pu entendre. D'une part, les conditions de vie en milieu rural se sont plutôt améliorées et, dans les régions qui restent fortement marquées par l'action des guerillas, les flux migratoires se font plutôt vers les centres urbains secondaires et beaucoup moins vers Bogota. D'autre part, les difficultés socio-

économiques éprouvées dans la capitale sont largement connues. Raisons qui expliqueraient le ralentissement des flux migratoires vers la capitale.

Deux critères paraissent pertinents pour différencier les migrants dits pauvres et au faible niveau éducatif des autres. Ce sont ceux de la distance proche ou lointaine du lieu d'origine (on retrouve donc à nouveau les caractéristiques propres aux départements voisins du district de Bogota) et de l'ancienneté. Ainsi la condition de migrant récent et de courte distance augmente les risques de pauvreté. Mais d'autres variables interviennent: l'âge du chef de ménage, son expérience professionnelle ainsi que le nombre de membres de son ménage qui ont un emploi. Or elles sont transitoires de telle sorte qu'il n'est pas aussi évident d'associer le statut de migrant à la condition de pauvre (14).

En ce qui concerne plus précisément la nature de l'emploi, il faut d'abord tenir compte du fait que les activités de Bogota ont changé: le secteur industriel est moins prépondérant tandis que l'économie du tertiaire continue de croître. D'autre part le chômage est important (autour de 10% en 1989). Ainsi le profil des migrants semble être devenu plus sélectif, plus féminin encore, et les secteurs d'emploi vers lesquels ils se dirigent sont, outre l'emploi domestique pour les femmes, les services (par exemple, surveillance pour ceux qui ont eu un certificat de bonne conduite à l'issue de leur service militaire, messageries, etc.), le commerce et la construction (ce dernier secteur est de plus en plus mal perçu par les jeunes qui le surnomment "la rusa"). Il semble également que l'embauche soit plus fermée, avec des réseaux qui absorbent directement la main d'oeuvre. Dans le même temps la rotativité est très grande.

On voit donc qu'après plusieurs vagues importantes les migrations vers la capitale se sont peu à peu réduites. Le statut du migrant semble avoir également changé et présenterait aujourd'hui diverses facettes. Probablement existe-t-il toujours le migrant démuné lors de son arrivée en ville, ayant un niveau d'éducation très faible et aucune qualification professionnelle, aux ressources familiales et sociales limitées tant dans le lieu d'origine que dans celui d'arrivée et prêt à chercher un emploi dans n'importe quel secteur, y compris les plus durs et les moins rémunérateurs; mais également celui dont l'accueil en ville serait déjà organisée avant son départ, pouvant bénéficier d'un réseau d'insertion professionnelle et sociale efficace. Il s'agit là d'hypothèses que permettent de fonder la lecture historique qui vient d'être entreprise.

Mais jusqu'à présent nous n'avons abordé qu'incidemment le rôle du secteur du bâtiment (15) dans l'absorption de ces générations successives de nombreux migrants. Pour le comprendre davantage, il convient non seulement d'analyser l'organisation de ce secteur en lui-même mais aussi de se pencher sur les politiques économiques, d'emploi, d'habitat, mises en oeuvre par l'Etat, les planificateurs et aménageurs urbains, qui ont pu avoir des effets directs sur son activité (16).

## 2. Le secteur du bâtiment: un secteur privilégié dans l'absorption des migrants

Bien évidemment, l'activité de ce secteur (évaluée sur la base du nombre de mètres carrés autorisés de construire) s'inscrit dans l'ensemble des dynamiques socio-spatiales qui ont sous-tendu la transformation de Bogota durant les quatre dernières décennies: expansion vers le nord, l'ouest et le sud (le site géographique le permettant facilement), densifications du centre et du sud, renforcement du découpage de l'espace selon les différentes strates sociales, phénomène d'urbanisation "pirate", etc. Nous ne les décrivons pas dans le détail mais les évoquerons cependant pour chaque décennie.

Dans les années 1950, Bogota connaît sa troisième forte vague de développement urbain du siècle, après ceux des années 1920 et 1940 (durant lesquelles les migrations furent déjà importantes): les quartiers périphériques populaires s'étendent rapidement jusqu'à occuper 35% de la surface de la ville. Pendant cette même année est mis au point un "Plan regulador" qui s'appuie sur les orientations fonctionnalistes préconisées par le Mouvement Moderne et en particulier Le Corbusier (qui jouissait alors d'un immense prestige auprès des jeunes architectes colombiens) et, l'année suivante, Bogota est dotée du statut de district spécial lui donnant une plus grande autonomie, notamment en matière de gestion urbaine.

L'activité constructrice est intense et, à partir de 1953, il y a un accroissement du stock de logements supérieur à celui de la population. Des institutions étatiques créées antérieurement y contribuent: pour les logements sociaux, il s'agit de l'ICT (Institut de Crédit Foncier), initialement prévu (en 1939) pour le secteur rural puis reconverti (en 1956) dans ce secteur et à travers lequel l'OEA (Organisation des Etats Américains) finance diverses opérations, la CVP (Caisse de Logement Populaire) datant de 1942; pour les logements des classes moyennes et hautes, la BCH (Banque Centrale Hypothécaire) datant de 1932. Néanmoins l'auto-construction joue un rôle majeur dans la réalisation de l'habitat populaire. D'autre part, de grands efforts sont faits pour combler les carences en services (notamment en eau et électricité), fortement éprouvées dans les décennies antérieures.

Nous ne disposons pas actuellement des données qui nous permettraient d'évaluer précisément le nombre de travailleurs du bâtiment dans la population active du Bogota de cette période ni leur répartition entre migrants et natifs de la capitale. Mais on peut supposer que ce secteur occupait une place importante dans le marché de l'emploi et que la participation des migrants y était assez large.

De même nous ne savons pas quels étaient les niveaux de qualification de la main d'oeuvre mais l'analyse de l'évolution architecturale propre à cette période peut être éclairante. En effet, avec le développement du style dit international

(changement d'échelle, géométrisation, rationalisation, standardisation, etc.), qu'elles participent à des opérations de luxe (comme l'hôtel Tequendama, un bâtiment de 18 niveaux et comportant des réseaux hydrauliques et mécaniques complexes) ou de logements sociaux (comme les ensembles de maisons unifamiliales réalisés par l'ICT qui sont construites en série à partir de systèmes préfabriqués), les entreprises parfois énormes (jusqu'à 5000 ouvriers) sont amenées à franchir au tout début des années 1950 un pas technologique déterminant. Toutefois, cette phase d'innovation reste bien circonscrite dans le temps. Parallèlement, dans le domaine de l'auto-construction, on voit perdurer la tradition populaire d'une maçonnerie en briques qui nécessite une certaine habileté mais qui peu à peu va elle aussi se standardiser et s'appauvrir.

Dans les années 1960, le problème de l'arrivée des migrants devient plus aigu tant pour le logement que pour l'emploi. Face à cette situation, la politique choisie est de retenir la population à la campagne plutôt que de chercher à améliorer le bien-être en ville. En fait, les mesures prises dans le cadre de cette politique ont des effets contraires car les grands propriétaires se sentant menacés achètent les terres des petits propriétaires qui, du coup, se voient acculés à migrer en ville. Dans le même temps, pour diverses raisons économiques, les offres d'emploi en ville diminuent. D'où un taux de chômage très important.

Cette crise de l'emploi est ressentie en particulier dans le secteur de la construction. En effet, même si ce secteur connaît quelques années d'intense activité (notamment en 1963 et en 1968), il éprouve également quelques difficultés dues non seulement à la croissance des coûts de la construction et de l'inflation mais aussi à un manque d'investissements tant de la part du secteur privé que de l'Etat dont les opérations n'ont pas la même ampleur que dans la décennie précédente. Si durant la période 1964-1973 plus de la moitié de l'habitat est produit par mode étatique (15.9%), capitaliste (18.7%) et "por encargo" (par commande) (16.6%), comme les distingue S.Jaramillo (17), l'autre moitié relève entièrement de l'auto-construction.

A la fin des années 1960, la crise de l'emploi qui frappe le pays et en particulier les grandes villes devient de plus en plus préoccupante et diverses analyses en sont faites. Un diagnostic est établi en 1969, soulignant mieux son ampleur et préconisant diverses mesures à plus ou moins long terme. Parmi celles à court terme figurent le développement d'activités productives employant une main d'oeuvre importante (artisanat, bâtiment et travaux publics), s'adaptant à différents niveaux de qualification et localisées dans les zones de fort chômage. Et parmi celles à plus long terme, un meilleur contrôle des flux migratoires sous-entendant une meilleure fixation de la main d'oeuvre rurale à la campagne (18).

Ces propositions étaient à la fois à l'opposé et proches de celles faites en 1950 par la Mission Currie, qui, à partir d'une vision large de l'évolution de l'économie colombienne, consistaient d'une part en une accélération de la migration campagne/ville, favorisant ainsi l'urbanisation, et d'autre part en la



création, en milieu urbain, de conditions favorables à une meilleure absorption de la main d'oeuvre à travers la stimulation de secteurs à basse composition technique du capital.

En 1971 est mis en oeuvre un plan de développement intitulé "Les quatre stratégies" qui, précisément, s'appuie largement sur les idées de L. Currie (19). Il s'agit de concentrer les ressources dans les secteurs dits stratégiques, qui produisent des biens propres à satisfaire les nécessités des classes populaires. Ainsi le secteur de la construction est directement mis au premier plan puisqu'à la fois il permet de répondre à ces besoins et de créer des emplois nouveaux (20).

La mise en oeuvre de cette politique nécessitait notamment de réduire les coûts de la construction et d'instaurer un système financier qui permette par une correction monétaire de capter une épargne dans des conditions concurrentielles; ce fut le système de valeur constante établi sur la base de l'UPAC (unité de pouvoir d'achat constant) et mis en vigueur à partir de 1972. A travers lui était introduit un mécanisme d'indexation qui permettait l'ajustement automatique des dépôts et des prêts selon l'inflation. Ainsi l'ensemble des acteurs concernés pouvaient trouver une garantie minimale dans un secteur, celui de l'habitat, où les prêts se font à long terme et avec des taux d'intérêt fixes tandis que le niveau des prix croît rapidement (21).

Ce nouveau dispositif va avoir des effets immédiats sur l'activité du secteur du bâtiment: en 1973 elle atteint un plafond très élevé, sans précédent, et en 1978 Bogota concentre 37% des autorisations de construire faites dans tout le pays; ce dernier phénomène pouvant s'expliquer en partie par le fait que les ressources du système UPAC se concentreraient et seraient utilisées davantage dans la capitale que dans les autres villes du pays(22). Ce développement s'inscrit dans un large processus d'urbanisation des terrains vides (au centre, au sud et dans la périphérie, comme à Suba ou à Ciudad Kennedy, nouveau quartier financé par l'Aide pour le Progrès, organisme nord-américain), de telle sorte que, dans la seule année de 1974, 49 organismes financeurs-constructeurs ont construit 21% de la surface totale de Bogota (23).

D'autre part, c'est à partir de cette impulsion que ce secteur passe du stade artisanal au stade industriel, surtout à partir de 1978. Et que, par rapport à la décennie précédente, s'opère une réorganisation des modes de production. Ainsi, entre 1973 et 1985, le mode capitaliste va largement s'amplifier puisqu'il atteint 51.7% (soit 33% de plus par rapport à la période précédente), les modes "por encargo" et étatique restent stables (17.7% pour l'un, 17.3% pour l'autre) et l'auto-construction se réduit fortement (13.3%) (24).

Le gonflement du secteur capitaliste s'explique par le fait qu'il répond bien à une nouvelle stratégie d'accumulation. Les grands groupes financiers sont à la base des dix principales corporations d'épargne qui sont créées (Davivienda, Concasa, Las Villas, Corpavi, etc.) et quelques grands promoteurs affirment leur puissance

en s'appuyant parfois sur des liens politiques (Mazuera fut aussi quatre fois maire de Bogota, Ospinas était apparenté à un ancien président de la République, Sarmiento à l'oligarchie sucrière du Valle del Cauca, etc.). Corporations et groupes de promotion immobilière pouvant se recouper financièrement (c'est le cas des groupes Mazuera qui participe à Davivienda et Sarmiento à Las Villas), mais sans qu'il y ait à ce moment-là de monopole qui domine. De même les grands groupes de promotion ont leurs entreprises de construction. Enfin on peut noter que ce secteur fait peu l'objet d'investissements étrangers (25).

Quant à la diminution de l'auto-construction, elle doit être comprise non pas par le fait que les classes populaires peuvent accéder plus facilement à certaines opérations qui leur seraient destinées, mais plutôt par celui que leurs moyens économiques pour construire sont plus limités (avec la baisse de leurs revenus, la hausse des coûts de la construction et la multiplication des intermédiaires dans les urbanisations informelles). Ainsi les familles en sont réduites à partager davantage leurs logements (26).

Il resterait donc à évaluer les incidences de ce nouveau tableau de l'organisation des modes de production des espaces bâtis sur les entreprises de construction et leurs modes de gestion de la main d'oeuvre.

Par la suite, en fonction d'autres données telles que les politiques gouvernementales (une périodisation peut d'ailleurs être faite en fonction des mandats présidentiels quadriennaux successifs) elles-mêmes dépendantes de la conjoncture macro-économique, le secteur du bâtiment continue d'assumer son rôle de "leader" économique avec plus ou moins d'efficacité.

En 1974, le président Lopez choisit de privilégier un autre secteur, celui du commerce extérieur, ce qui va avoir des effets indirects et/ou inattendus, d'une part, en ralentissant nettement mais brièvement (il y a une reprise à la fin de son mandat) l'activité du bâtiment, et, d'autre part, en commençant à faciliter le narco-trafic.

Ainsi durant les années 1970, au plan national, par rapport à l'ensemble de la population active, l'emploi dans le bâtiment a augmenté (ce secteur occupe 5% de cette population) et, globalement entre 1968 et 1977, beaucoup de migrants y auront été recrutés (31.1% des employés de ce secteur l'étaient pour 25% de l'ensemble des actifs (27).

Sous le mandat suivant (celui de Turbay, de 1978 à 1982), on construit beaucoup moins. L'habitat édifié est surtout destiné aux strates hautes et moyennes-hautes. En même temps s'opère une concentration du crédit vers les grandes firmes. Durant cette même période, les migrants (dont la durée de résidence à Bogota est donc de 6 à 10 ans) sont généralement bien moins nombreux parmi les actifs (6.61%) et, bien que cette baisse ne soit pas aussi

forte, également parmi les travailleurs de la construction (9.5%). Il semble même qu'il y eut quelques difficultés de recrutement en 1978-1979 (28).

A partir de 1982 et jusqu'en 1988, une nouvelle relance apparaît clairement. D'abord, avec le président Betancur qui définit une nouvelle politique d'habitat social, notamment en changeant le système de valeur constante avec une baisse des taux de prêts et en augmentant les ressources de l'ICT et de la BCH. Réorientation qui pouvait surprendre de la part d'un conservateur mais qui, outre des motivations purement électoralistes, s'expliquait par la saturation du marché de l'habitat de luxe et la nécessité d'ouvrir un nouveau marché aux entreprises. Dès 1983, des effets positifs se font sentir.

Ensuite, en ce qui concerne plus précisément Bogota, avec la mise au point de l'"Accord Sept" définissant de nouvelles orientations urbanistiques: favoriser la densification du sud et de l'ouest, la verticalisation des surfaces déjà urbanisées, la protection de celles qui ne le sont pas, établir de nouvelles normes d'utilisation et de construction des terres; l'engagement de grands projets urbains: les ensembles de "El Salitre" et de "El Tunal", les opérations "Centro de Bogotá", "Nueva Santa Fe" et "Bavaria" (avec parfois une prise en charge plus ou moins partielle par la BCH et la municipalité) (29).

En 1985, bien que durant l'année précédente ait été mise en œuvre une nouvelle stratégie macro-économique principalement axée sur le contrôle de la balance des paiements, mettant en arrière-plan le bâtiment, et que le système UPAC ait été victime de la concurrence entre les entités financières, le secteur de la construction continue à profiter de la relance et embauche à nouveau beaucoup et emploie, au niveau national, jusqu'à 6.9% de la population active (alors qu'en 1984, à Bogota, le taux de chômage est le plus élevé avec 12% , légèrement inférieur à celui des 4 villes principales (13%)).

Entre 1980 et 1985, le rythme d'expansion de l'emploi dans ce secteur aura triplé celui de l'accroissement démographique. La modernisation s'y est poursuivie et la productivité a triplé en quinze ans (de 1970 à 1985), de telle sorte que, même si reste difficile la généralisation des innovations technologiques, quelques-uns considèrent que l'image traditionnelle de niveaux de qualification inférieurs à ceux de l'industrie doit être révisée(30).

Quant au degré d'informalité du secteur, le bâtiment apparaît en 1986 comme le deuxième secteur où celui-ci est le plus fort (61.5%) après celui du commerce, restauration et hôtellerie (72.1%). Plus précisément, en considérant chaque type d'emploi, on voit que l'informalité est la plus grande parmi les travailleurs sans rémunération (100%) puis ceux à "cuenta propia" (94.1%), et qu'elle est moindre bien sûr chez les patrons et employeurs (46.9%) et les employés et ouvriers (41%) (31).

En 1986, le président Barco lance un nouveau plan appelé "plan d'économie sociale" et est créé le FNA (Fonds National d'Épargne) qui permet, à l'aide des cotisations obligatoires des fonctionnaires d'alimenter le secteur public de la construction. L'état du secteur du bâtiment reste stationnaire. Par contre, l'année suivante, on construit, en Colombie en général et à Bogota en particulier, comme jamais jusqu'alors; mais le nombre d'opérations de luxe est à nouveau élevé et la part des investissements des narco-trafiquants est déterminant (32).

En 1988 débute une crise sérieuse: l'inflation augmente, les coûts de la construction également et la demande diminue. Mais plusieurs autres raisons interviennent. D'une part, ont lieu une nouvelle saturation du marché de l'habitat destiné aux classes hautes et moyennes et une diminution des investissements des narco-trafiquants (33). D'autre part, le logement social ne fait pas l'objet, à différents niveaux, d'une réelle politique de la part de l'Etat. En effet, ce dernier a de nouvelles orientations budgétaires (face au narco-terrorisme et aux guerrillas, il gonfle les crédits de la Défense); s'il engage une Réforme Urbaine attendue depuis longtemps, celle-ci n'est pas entièrement au point et entrave le développement d'opérations d'habitat populaire (34); enfin, il ne cherche pas à parer aux insuffisances des institutions propres à gérer la production de cet habitat comme l'ICT qui est en proie à de sérieuses difficultés.

Actuellement les effets de cette crise continuent de se faire sentir lourdement. Ainsi l'activité du bâtiment dans la capitale, qui a commencé à diminuer à partir de 1988, a baissé en 1990 de 20% par rapport à l'année antérieure. Différents projets et dynamiques sont envisagés pour tenter d'y faire face: à nouveau la relance du logement social mais aussi la réhabilitation de l'habitat ancien à partir de la restructuration des institutions et procédures qui s'y rapportent, le déblocage ou l'accélération de certaines grandes opérations (les complexes Bavaria ou El Salitre, par exemple), mais aussi, sur un autre plan, l'innovation technique et la hausse des niveaux de productivité.

Le secteur du bâtiment a donc connu au cours des quarante dernières années différents cycles, tantôt dynamiques, tantôt ralentis voire récessifs. Objet, au cours des années 1970, d'une politique étatique à double visée (résoudre le problème de l'emploi et de l'habitat), il a joué un rôle majeur dans l'embauche de la main d'oeuvre urbaine dans laquelle on comptait de nombreux migrants. Il est par contre plus difficile d'étayer quelques hypothèses au sujet de l'ampleur de ce rôle dans le contexte actuel. L'analyse de ce secteur en abordant cette fois les données relatives aux travailleurs eux-mêmes peut y contribuer.

### **3. Les travailleurs du bâtiment**

Bien que peu nombreux, on trouve quelques travaux portant sur les conditions de vie des travailleurs du bâtiment (35). Toutefois on ne s'appuiera ici que sur l'enquête des ménages réalisée par le DANE en juin 1988, à partir de laquelle il a

été possible de caractériser les travailleurs du bâtiment de Bogota du point de vue socio-démographique et de leurs positions professionnelles actuelle et précédente; puis de faire, lorsqu'elle nous apportera un éclairage intéressant, une comparaison avec les données relatives aux travailleurs du bâtiment de Cali, des 10 villes principales et, d'une manière plus générale, avec l'ensemble de la population active de Bogota, de Cali et des 10 principales villes. S'il est possible de connaître le nombre de migrants parmi l'ensemble des travailleurs, nous n'avons pu pour le moment les caractériser de la même manière.

#### a) Les caractéristiques socio-démographiques

Si les travailleurs du bâtiment représentent 5.53% de la population active de Bogota, cette proportion est un peu plus élevée dans l'ensemble des 10 villes (5.9%) et plus encore à Cali (8.11%).

Il s'agit d'une population à très forte majorité masculine (il arrive cependant de trouver des femmes sur les chantiers soit au stade des finitions, soit comme auxiliaire de leur compagnon). L'âge ne se différencie pas de celui de la population active. Par contre, l'union libre est plus souvent pratiquée (25.7%), pratiquement deux fois plus que pour la population active de Bogota.

Ces travailleurs appartiennent en majorité aux strates socio-économiques les plus basses (plus de 50% dans les strates "bas-bas" et "bas"). Mais moins à Bogota qu'à Cali.

Ils sont souvent chefs de ménage, tout particulièrement à Bogota (66% pour 57.7% à Cali et pour 46% de la population active de Bogota).

Parmi eux les migrants représentent 19.7%, présence supérieure à celle dans la population active de Bogota (14.6%) et plus encore de Cali (9.85%) (on doit cependant préciser ici que les migrants travailleurs du bâtiment de Cali sont à peine plus nombreux que les migrants actifs de la même ville (8.82%)). Le temps de résidence dans la ville inférieur à un an concerne un nombre de travailleurs un peu plus élevé à Bogota (5.6%) qu'à Cali (2.43%) ou bien que parmi l'ensemble des actifs de chacune de ces deux villes (4.37% pour l'une, 4.90% pour l'autre). Néanmoins, dans tous les cas, il s'agit de petites minorités. Pour un temps de résidence entre 11 et 20 ans (correspondant à une arrivée dans la capitale dans les années 1968-1977, c'est-à-dire à la fin de la grande vague migratoire), la proportion est nettement plus importante et elle est plus forte chez les travailleurs du bâtiment (31%) que pour l'ensemble des actifs (25%). Comme on l'a déjà souligné antérieurement, il y aurait une correspondance entre vague migratoire et embauche dans le bâtiment.

Ces travailleurs ont une assistance scolaire et un niveau éducatif plus faibles que pour toute la population active. Plus de la moitié ne sont pas allés au-delà de la fin du primaire.

Les données de cette enquête ne nous permettent pas d'identifier les lieux de résidence; et si dans la définition des strates socio-économiques sont incluses les caractéristiques de l'habitat des enquêtés, elles sont difficilement isolables. Il semblerait qu'il n'y ait pas vraiment de quartiers à forte population du secteur du bâtiment et que celle-ci soit d'une relative mobilité.

### **b) L'emploi actuel**

La proportion d'emploi temporaire est importante (39.3%), plus qu'à Cali (29.2%) et plus encore que dans la population active de Bogota (16.3%).

Ces travailleurs ont une durée de travail hebdomadaire longue (de 48 à 59 heures pour 57%), proportion bien supérieure à celle des actifs qui ont la même durée de travail (39%).

Plus que les autres actifs, surtout à cause des bas revenus, ils veulent travailler plus ou changer d'emploi.

S'ils sont aussi nombreux à être salariés que l'ensemble des actifs ne l'est (autour de 67%), ils sont davantage salariés du secteur privé (68% pour 51%) et travaillent plutôt dans des micro-entreprises (de 2 à 10 employés): 41% pour 35% des actifs (36).

Une proportion importante (40%) a peu d'ancienneté (moins d'un an), ce qui est bien supérieur à l'ensemble des actifs (25.5%), alors que les uns ne se distinguent pas, nous l'avons vu un peu plus haut, des autres. Caractéristique qui pourrait donc être propre à la branche. Ces travailleurs bénéficient moins que l'ensemble des actifs d'une protection sociale (25.4% pour 42.2%)(37).

La majorité (60%) a de bas revenus (0 à 1.5 salaire minimum fixé autour de 420 FF en septembre 1990), situation un peu moins critique qu'à Cali (64%) mais davantage que pour les actifs de Bogota (52%).

### **c) L'emploi antérieur**

Plus que l'ensemble des actifs, les travailleurs du bâtiment ont eu un emploi antérieur (64.6% pour 57.9%), ce qui est lié à une forte rotation. La majorité d'entre eux a déjà travaillé dans le même secteur puis dans une proportion à peu près égale pour chacun de ces secteurs, dans l'industrie manufacturière, les services, le commerce. Ils proviennent généralement d'entreprises plus grandes. Il

leur faut un peu plus de temps pour retrouver un emploi que l'ensemble des actifs.

On voit donc que le plus souvent le travailleur du bâtiment de la fin des années 1980 est un homme, chef de ménage, défavorisé (il appartient aux strates basses, a un niveau éducatif faible) et est 1 fois sur 5 migrant. Il travaille beaucoup, plutôt dans des micro- ou petites entreprises, est peu payé et change souvent d'emploi. Mais le profil du migrant reste encore flou. Par exemple, si une enquête, précédemment évoquée, montrait qu'en 1964 celui-ci travaillait principalement dans des petites entreprises, il reste à vérifier que ce soit encore le cas actuellement, même si, comme on vient de le voir, la majorité des travailleurs de ce secteur y sont employés.

#### 4. Perspectives

Même si nous n'avons pas encore couvert toute la littérature relative à notre problématique, celle qui l'a été jusqu'à présent nous a permis d'esquisser deux histoires parallèles durant les quatre dernières décennies: celle des générations de migrants qui se sont succédées à Bogota et celle de l'activité du secteur du bâtiment. Toutefois il ne s'agit bien que d'une esquisse car, d'une part, les informations recueillies sont inégales selon les périodes et, d'autre part, l'articulation entre ces deux histoires, en particulier les effets de la seconde sur la première, n'a pu être abordée que ponctuellement, ceci n'ayant fait l'objet d'aucune étude. En poursuivant notre état de la question il sera intéressant de préciser ultérieurement cette première esquisse historique sur les points suivants: les relations entre main d'oeuvre migrante et emploi dans le bâtiment, le profil de chaque génération de migrants travailleurs du bâtiment, l'histoire de cette branche professionnelle tant d'un point de vue économique (*formel/informel*, sous-traitance, etc.) que d'un point de vue technique (retombées des innovations sur les qualifications, l'organisation du travail et le mode de gestion de la main d'oeuvre). Mais les premières données présentées ici sont cependant suffisantes pour à la fois relancer et affiner les objectifs fixés initialement.

S'il apparaît clairement que l'emploi dans le secteur du bâtiment a joué dans le passé un rôle déterminant (tantôt de fait, tantôt en étant précisément l'objet d'une politique de l'Etat) dans l'absorption des migrants, cela semble moins évident dans le présent. Pour vérifier l'existence actuelle de ce rôle et analyser sa nature, divers aspects nous semblent devoir être pris en compte.

Etant donné que les migrations ont diminué, que tant les lieux d'origine (le milieu rural) que ceux d'arrivée (le milieu urbain) ont changé économiquement, socialement, culturellement, que l'emploi dans le bâtiment a également changé (les qualifications, les stratégies d'entreprises, les modes d'embauche, etc.), on peut supposer que les caractéristiques et les motivations des migrants actuels se sont aussi modifiées. Qui sont-ils, d'où proviennent-ils, en quoi le lieu de

provenance (campagne ou autre ville, petite ou grande) est-il déterminant dans leur trajectoire sociale en ville? A leur arrivée en ville leurs ressources ont-elles changé ou non? Leur insertion professionnelle et sociale est-elle meilleure ou non? La différence migrants/non-migrants est-elle pertinente ou non?

Par ailleurs, nous avons vu que, même si l'activité du secteur de la construction reste élevée, elle vient de connaître une forte crise. On peut supposer que dans ce contexte mais aussi dans ceux de la Réforme du Code du Travail (facilitant une plus grande flexibilité), d'une nouvelle politique de l'habitat et de la mise en oeuvre de l'ouverture économique, les stratégies des maîtres d'ouvrage et des chefs d'entreprises ont et vont changer. De même, ce secteur jouissant auprès des jeunes en quête d'emploi d'une image négative, les migrants véhiculent-ils cette même image et préfèrent-ils s'orienter vers d'autres secteurs, lesquels et avec quelle marge de manoeuvre, ou bien continuent-ils à s'orienter vers lui et par quels biais y sont-ils embauchés?

Plus précisément, en ce qui concerne les constructions de projet de vie qu'ont les travailleurs du bâtiment migrants, étant donnée la spécifique précarité de leur emploi (qui ne pourra que se renforcer avec la Réforme du Code du Travail), celles-ci existent-elles et, si oui, cette activité temporaire peut-elle s'inscrire dans un projet qui, lui, s'appuierait sur une autre activité professionnelle?

Mais d'autres aspects de la réalité contemporaine sont à prendre en compte: l'impact des relations entre les différents acteurs de la construction et les caractéristiques du marché immobilier; les tendances actuelles de l'urbanisation et de l'architecture (moins de verticalisation, développement de petits ensembles collectifs et de l'habitat individuel, rénovation de l'habitat ancien) et leur impact sur les niveaux de qualification; le discours des chefs d'entreprise sur leur personnel et leur formation; le rôle des "maestros" dans l'embauche et dans l'acquisition des qualifications; la faiblesse de la syndicalisation et ses évolutions récentes et actuelles; enfin, un aspect quantitativement très marginal mais qualitativement intéressant, l'emploi des femmes dans ce secteur.

L'ensemble de ces aspects sont abordés dans notre investigation en cours à travers l'analyse des relations sociales au sein de divers chantiers (logements sociaux, logements de luxe, rénovation d'habitat ancien) et d'itinéraires professionnels et sociaux de migrants (récents et anciens, de niveaux de qualification différents).



**NOTES**

1. Urbaniste, membre de l'équipe GREITD-CREPPRA-ARTE qui travaille sur: "La mise en forme de la mobilité par l'emploi: le cas des travailleurs du bâtiment et des employées domestiques en Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie)".
2. Voir Villes et citadins du Tiers Monde, Cahier n°4, 1990, pp.123-128.
3. La plupart d'entre elles ont été réalisées et/ou publiées par les institutions suivantes: le CCRP (Corporation Centre Régional de Population), le CEDE (Centre d'Etudes de Développement Economique), le Ministère du Travail/Service National de l'Emploi/OIT et le service de Planification du District de Bogota.
4. Cf. R.Heredia B. et J.F.Pineda G., Migración y pobreza absoluta, Bogota, CCRP, 1990.
5. A partir d'un premier dépouillement de l'ENH (Enquête Nationale dans les Ménages) de juin 1988 opéré par P.Huyette.
6. Entre 1951 et 1964 la Colombie a connu un taux annuel d'accroissement de population assez haut (3.2%) dû à une baisse de la mortalité et à une fécondité élevée. Entre 1973 et 1985 ce taux a diminué (2%) avec une chute de la fécondité d'abord dans les villes puis dans les campagnes.
7. Notamment par C.Torres (La proletarización de Bogotá, Bogota, CEREC, 1987) qui n'avait au moment de son étude (1958) aucune donnée chiffrée au sujet des motivations des départs des migrants. Certaines semblent incontestables, d'autres discutables.
8. Notamment par C.Garcia N. dans Características de los inmigrantes en cinco ciudades colombianas, Bogota, CEDE, 1970.
9. Voir R.Cardona G. et A.B.Simmons, "Movilidad social en Bogotá, Colombia" in: Destino la metropoli, un modelo general de las migraciones internas en America latina, Bogota, CCRP, 1977, pp.117-144.
10. Voir E.Rodriguez-Espada, "La incorporación de los migrantes en la estructura económica y social de la ciudad de Bogotá", in R.Cardona G. (ed.), Las migraciones internas, Bogota, ASCOFAME, 1972, pp.179-217.
11. Il faut cependant préciser que les statistiques ici considérées associaient souvent le secteur de la construction à celui de l'industrie, ce qui tend à occulter les dynamiques propres à ce secteur.

12. Voir R.Mohan, Trabajo, ingreso y bienestar en una metrópoli en desarrollo, Consecuencias del crecimiento en Bogotá, Bogota, Banque Mondiale/Rojas-Eberhard ed., 1988.
13. Voir H.Ribe, "La posición económica de los migrantes y no-migrantes en Colombia", Desarrollo y sociedad, n°5, 1981.
14. Cf. R.Heredia B. et J.F.Pineda G., op. cit.
15. On ne considère ici que le secteur du bâtiment proprement dit, mettant de côté ceux des travaux publics ou de l'industrie des matériaux de construction. Ce choix a été fait au sein de l'équipe GREITD-CREPPRA-ARTE et doit permettre une meilleure comparaison entre les trois pays abordés par elle. Par ailleurs, les statistiques colombiennes font cette distinction, évaluant l'activité de ce secteur à partir de nombre de mètres carrés à bâtir autorisés.
16. Il convient de souligner que, si les analyses de l'activité de ce secteur sont nombreuses, rares sont celles qui portent sur les stratégies de ses divers acteurs (des chefs d'entreprises aux travailleurs eux-mêmes).
17. Cf. "La estructura urbana y la vivienda en Bogotá", in: Vivir en Bogotá, Bogota, Foro Nacional por Colombia, 1990, pp.51-88. Pour l'auteur, le mode "por encargo", bien qu'il s'agisse d'une activité formelle et juridiquement légale, se distingue en termes économiques du mode capitaliste. Même si c'est une opération mercantile, elle n'engendre pas une construction massive ou répétitive. Elle est directement liée aux fluctuations du mode capitaliste, jouant le rôle tantôt de complément, tantôt de concurrent. Il reste à voir si cette différenciation reste pertinente au plan des stratégies d'entreprises du bâtiment vis à vis de leur personnel et, si oui, de quelle manière.
18. Une autre étude faite par l'OIT préconise la poursuite de l'industrialisation et une réforme agraire. Il y est également souligné qu'après l'industrie le bâtiment est le premier secteur à absorber la main d'oeuvre migrante.
19. Ses idées s'inscrivent dans le courant de celles de Smith, Young, Keynes et Say.
20. D'autres politiques, plus directement axées sur un contrôle plus rationnel des flux migratoires (externes, internes mais aussi temporaires) sont également établies (voir P.Torales, "La dinámica interna de los movimientos migratorios en Colombia", Migraciones laborales, n°5, 1979.).

21. Voir F.Giraldo I., *El Upac, la política económica y la construcción, 1970-1987*, Bogota, Camacol, 1987.
22. Voir F.Giraldo I., H.González M., "Algunas dimensiones del desarrollo de Bogotá", in: *Bogotá 450 años, retos y realidades*, Bogota, Foro Nacional por Colombia-IFEA, 1988, pp.95-131.
23. Selon une enquête de Fedesarrollo mentionnée par J.Silva C., *Los verdaderos dueños del país*, Bogota, Fondo Editorial Suramerica, 1977, p.260.
24. Cf. S.Jaramillo, *op. cit.*
25. Cf. J.Silva C., *op. cit.*
26. Cf. S.Jaramillo, *op. cit.*
27. Chiffres établis à partir de l'ENH de juin 1988 où figure la durée de résidence dans Bogota.
28. Même source que pour la note précédente.
29. D'une manière générale, les nouvelles tendances de l'urbanisation se caractérisent principalement par un contrôle grandissant des espaces publics (multiplications des ensembles résidentiels et des centres commerciaux fermés), l'accentuation de la ségrégation socio-spatiale, un accroissement du nombre de propriétaires au détriment de celui des locataires, la diversification des modalités de l'urbanisation informelle et une apparente amélioration des services (qui, en réalité, sont souvent partagés).
30. Voir J.L.Londoño, "Evolución reciente del empleo y desempleo urbano", *Economía Colombiana*, n°173, sep.1985, cité par Y.Soler B., "Oferta y demanda de empleo en el sector de la construcción", Camacol, n°28, sep.1986, p.79.
31. Cf. J.F.López, "Características económicas de Bogotá", in: *Vivir en Bogotá*, *op.cit.*, p.36. La définition de l'emploi informel utilisée par l'auteur est celle du DANE, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs à "cuenta propia", des aides familiaux et employés domestiques, des petits patrons et salariés d'entreprises comptant jusqu'à 10 employés. Ainsi, selon l'auteur qui s'appuie par ailleurs sur les travaux de H.López C., la délimitation entre formel et informel équivaudrait à celle entre entreprises de plus ou de moins de 10 employés.

32. Voir F.Giraldo I., "Narcotráfico y construcción", *Economía Colombiana*, n°226-227, feb-mar. 1990, pp.38-43.
33. *bid.*
34. Cette réforme avait pour vocation de résoudre de nombreux problèmes fonciers et de gestion urbaine mais deux de ses articles bloquaient le financement d'opérations de logement social à partir des ressources du système UPAC.
35. Voir "La mano de obra en la edificación: empleo generado y características socio-económicas del trabajador", Bogota, CENAC, 1977; H.Gomez C. et M.L.Chiappe, "Mercado laboral en el sector de la construcción", *Carta financiera*, n°47, oct.-dic.1980, pp.79-129, n°48, ener.-mar.1981, pp.85-149; M.del P. Nicholl's, "Estudio socio-económico y familiar de los obreros de la construcción en el area metropolitana como indicadores de pobreza absoluta", Medellin, Camacol Antioquia, 1987; une étude a été menée dans un cadre universitaire (à l'Université de Los Andes il y a une dizaine d'années) et une autre sur le mode journalistique en 1988. Au moment de la rédaction de cet article n'était pas encore publiée la recherche de L.Sarmiento, F.Buriticá R., M.Guillén de V., "Situación juridico-laboral y socio-económica de los trabajadores de la construcción", Bogota, 1991.
36. La hiérarchie au sein de l'entreprise est généralement la suivante: "maestro/contramaestro/oficial/ayudante"; les spécialités principales sont celles de "albañil" (maçon), "mampostador" (maçon béton), "enchapador" (couvreur), "plomero" (plombier), "electricista" (électricien), "trabajador de acabados"(travailleur de finitions) (cf. G.Murillo C., M.Lanzetta de P., H.Useche A., "La articulación entre el sector informal y el sector formal en la economía de Bogotá", in: *La actualidad del sector informal urbano en Colombia*, CIID-UniAndes, 1984).
37. La syndicalisation de ce secteur est faible. Selon les données du Recensement syndical de 1984, les syndicats de la construction sont à la fois peu nombreux (58) et peu peuplés (18.000 affiliés pour plus de 425.000 employés, tous statuts confondus).

**les cahiers**  
**n° 19 - 1992**

**LE TRAVAIL EN COLOMBIE**  
**vu par une équipe de recherches de Bogota**

Editeur scientifique : Thierry LULLE

Auteurs :

L.G. ARANGO  
L. WARTENBERG  
E. PARRA E.  
M. VIVEROS V.

L. ZAMUDIO C.  
A. TOLEDO R.  
T. LULLE